

## SOMMAIRE

### Contexte :

Dans son discours de mars 1983, le président Reagan a révélé qu'il avait l'intention de réorienter la politique américaine en la fondant de moins en moins sur la dissuasion pour l'axer plutôt sur la prévention de la guerre nucléaire. D'après cette nouvelle idée de M. Reagan, la dissuasion, soit la crainte de la "destruction mutuelle assurée" (MAD), serait remplacée par la défense stratégique et la "survie mutuelle assurée". Dans l'image qu'on a présentée au public américain, les chercheurs et les ingénieurs des États-Unis allaient créer un dôme invisible qui protégerait toute la population.

Presque aussitôt, d'autres voix au sein du gouvernement se sont mises à nuancer ces déclarations. À court terme, disait-on, la défense stratégique aurait pour effet de *renforcer* la dissuasion en assurant la protection des missiles balistiques intercontinentaux basés à terre (ICBM) et d'autres objectifs militaires. C'est ainsi qu'a commencé le grand débat sur la nature véritable de la défense stratégique et sur la validité de la dissuasion nucléaire.

La "remise en question de la dissuasion" résulte aussi de l'évolution technologique des armes offensives. Pour de nombreux critiques, les nouvelles générations d'ogives et de vecteurs se distinguent de plus en plus par leur potentiel "anti-forces" et offensif. À cause de cette évolution "qualitative" de la course aux armements nucléaires, on envisagerait maintenant d'utiliser l'arsenal atomique dans la conduite d'un conflit plutôt que de l'entretenir comme instrument de dissuasion.

### Questions fondamentales :

La *stabilité* du statu quo entre les superpuissances risque-t-elle de disparaître à cause de ces progrès technologiques et de ces mutations doctrinales ? Quelle sera l'influence de l'Initiative de défense stratégique sur la planification militaire, sur le déploiement des armes et sur la stabilité stratégique ? L'aspect *qualitatif* de la course aux armements sera-il modifié si l'on pratique les coupures radicales qui viennent d'être proposées dans le cadre des pourparlers à Genève ? Mis à part ces thèmes d'ordre stratégique, la conférence a aussi porté sur les questions suivantes : le public canadien dispose-t-il de renseignements assez précis pour évaluer les nouvelles initiatives en matière de limitation des armements ? Dans le cas de la négative, les "spécialistes" sauront-ils fournir aux citoyens et aux journalistes canadiens des renseignements complets et à jour ?